

La circulation des livres dans l'espace post-yougoslave : territoires, politiques du livre et stratégies éditoriales

Anne MADELAIN

Maîtresse de conférences

Centre de Recherches Europes-Eurasie (CREE)

INALCO Paris (FR)

Anne.Madelain@inalco.fr

Doi: 10.5077/journals/connexe.2024.e1703

Résumé

Après l'éclatement violent de la Fédération yougoslave en 1991 et la fin du régime socialiste, le monde professionnel du livre s'est réorganisé à l'intérieur des nouvelles frontières étatiques et nationales, tant dans la zone linguistique de l'ex-serbo-croate que dans les territoires où dominent le slovène, le macédonien et l'albanais. Les grandes entreprises publiques combinant activités d'édition, d'impression et de distribution ont laissé la place à une multitude d'acteurs privés plus ou moins pérennes.

Les États successeurs de la Yougoslavie ont tenté de redéfinir les circuits de distribution du livre autant que les formes de légitimité à l'intérieur des nouvelles frontières. Pourtant, l'étroitesse des marchés, la proximité linguistique et culturelle ainsi que les nouvelles coopérations post-yougoslaves ont incité, dès le début des années 2000, éditeurs, auteurs ou distributeurs à élargir leurs territoires de diffusion malgré des difficultés matérielles et politiques. Par ailleurs, l'information bibliographique est un domaine où la coopération s'est révélée nécessaire, autant pour gérer les fonds patrimoniaux que pour documenter les parutions récentes.

Cet article se penche sur plusieurs exemples de tensions entre l'affirmation d'un territoire national – et souvent linguistique – de production /diffusion du livre et des phénomènes qui lui échappent ou la contredisent.

Mots-clés : éditeurs, politique du livre, espace post-yougoslave, diffusion, information bibliographique, nationalisme

Abstract

After the violent break-up of the Yugoslav Federation in 1991 and the end of the socialist regime, the professional book industry was reorganised within the new state and national borders, both in the former Serbo-Croatian language zone and in the Slovenian, Macedonian and Albanian-speaking territories. The large public companies combining publishing, printing and distribution activities have given way to a multitude of more or less permanent private players. Yugoslavia's successor states have attempted to redefine book distribution channels and forms of legitimacy within the new borders. However, from the early 2000s onwards, the narrowness of markets, linguistic and cultural proximity and new post-Yugoslav cooperation encouraged publishers, authors, and distributors to expand their distribution territories, despite material and political difficulties. Furthermore, bibliographic information is an area where cooperation has proved necessary, both to manage heritage collections and to document recent releases.

This article looks at several examples of the tensions between the assertion of a national –and often linguistic– territory of book production/distribution and phenomena that escape or contradict it.

Keywords: Publishers, book policies, post-Yugoslav space, distribution, bibliographic information, nationalism

Introduction

Le commerce du livre est avant tout une affaire de territoires qui déterminent les modes de circulation : aires linguistiques, territoires géographiques de distribution, frontières nationales qui circonscrivent des espaces juridiques et des politiques publiques, territoires imaginaires qui associent des identités à des lieux et dessinent un horizon d'attentes. La définition des frontières constitue un enjeu de lutte entre ces espaces et en leur sein (Sapiro 2009, 7).

Ce constat qui concerne l'observation du développement du marché international du livre à partir des années 1980 trouve une singulière résonance dans le cas post-yougoslave. En effet, la fin du régime socialiste, qui a coïncidé avec la division de la Yougoslavie en sept nouveaux États apparus entre 1991 et 2008 à la suite de plusieurs conflits violents, a radicalement redéfini le système de production et diffusion du livre. Ces événements ont contribué à transformer non seulement les acteurs de la chaîne du livre – maisons d'édition, distributeurs, réseaux de librairies, imprimeurs, etc. –, mais aussi à redéfinir les territoires de diffusion et donc de production. Délimiter ces territoires permet de définir des prérogatives en matière de normes linguistiques, de droits d'auteur et de cession de ces droits, ainsi que les bénéficiaires potentiels des politiques publiques d'aide à la publication. Ces frontières politiques ont bien sûr aussi des conséquences sur la délimitation du patrimoine littéraire et intellectuel national.

Dans l'espace post-yougoslave, chaque nouvel État a tenté de redéfinir sa politique culturelle sur son territoire et les acteurs professionnels du livre ont été contraints dans une grande mesure de se réorganiser dans ce cadre. Cependant, la réalité s'est révélée plus complexe pour plusieurs raisons qui tiennent principalement à l'héritage de l'organisation de la vie culturelle et de la production de livres durant la première et la seconde Yougoslavie (1918-1991), à la proximité entre les langues, en particulier dans l'espace linguistique de l'ex-serbo-croate – Serbie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro (voir Bugarski 2009 ; Kordić 2010 ; Thomas 1999), mais aussi à l'étroitesse des marchés actuels au regard du nombre de locuteurs¹. Pour appréhender cette complexité, il nous paraît heuristique de nous intéresser aux tensions et aux luttes qui se jouent entre l'affirmation d'un territoire étatique et national, véhiculée par les politiques publiques en matière de livre et de normes linguistiques, consolidée par les régulations économiques, et des phénomènes de circulation entre les nouveaux États, qui leur échappent ou les contredisent.

Concernant l'édition et le monde du livre dans les États successeurs de la Yougoslavie, la littérature est encore limitée. Les transformations du système socialiste et l'émergence des nouveaux éditeurs privés, en particulier, sont difficiles à documenter car, durant les privatisations hâtives des années 1990 ou dans la tourmente plus générale de cette décennie de conflit, les archives des conglomérats d'édition socialistes ont été dispersées ou détruites et les parcours des éditeurs privés actifs depuis 1991, dont un certain

nombre a disparu, ont rarement été consignés. La « biographie politique » que Dubravka Stojanović a consacrée à l'entreprise éditoriale ‘Biblioteka XX vek’ [Bibliothèque du XX^e siècle] fait figure d'exception (Stojanović 2011). En Croatie et en Slovénie où les travaux en histoire et sociologie du livre sont un peu plus nombreux, quelques recherches se sont penchées sur l'évolution du monde du livre après 1991, mais en restant à l'échelle des États actuels (Hocenski 2023), ou en intégrant la problématique nationale dans une configuration régionale large (Europe centrale et orientale), ou internationale (Kovač 2009 ; Tomašević and Kovač 2009 ; Velagić 2014). L'une des rares tentatives pour décrire le nouveau paysage de l'édition à l'échelle post-yougoslave est venue de slavistes de la bibliothèque de l'Université du Michigan aux États-Unis (Biggins and Crayne 2001). Cependant, cet ouvrage paru dans le contexte encore post-conflit du début de la décennie 2000 ne s'intéresse pas spécifiquement aux circulations entre les États issus de la Yougoslavie. L'intérêt pour ces circulations commence à exister dans le champ des études culturelles et sociolinguistiques pour appréhender la gestion de l'héritage yougoslave et la réorganisation de la culture dans cet espace au XXI^e siècle (Karlić, Šakić and Marinković 2019 ; Matijević 2021 ; Tumbas 2022), mais pas explicitement dans le champ de l'édition. Par ailleurs, la circulation des livres dans l'espace post-yougoslave ne fait l'objet d'aucune démarche d'observation empirique de la part des acteurs de la chaîne du livre (association professionnelles, ministères, etc.).

Or, la circulation entre les États successeurs de la Yougoslavie, qu'elle concerne la vente de livres ou de droits, la coédition mais aussi le partage d'informations et la circulation numérique des textes, nous semble un bon point d'observation pour analyser plus largement les recompositions culturelles et politiques dans cet espace, et en particulier la tangibilité et les effets des frontières politico-culturelles. Après avoir documenté la chronologie du développement des formes de circulation depuis la fin de l'État commun, cet article se penche sur deux contextes où se jouent une lutte entre l'affirmation de la nouvelle territorialisation et des circulations qui lui échappent, ou la contredisent : la concurrence des traductions et les usages de l'information bibliographique.

Cet article combine une approche par le bas et une analyse d'éléments plus systémiques sur l'écosystème de l'édition dans cet espace géographique. Il s'appuie sur une prosopographie d'acteurs menée depuis 2018 en Serbie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine, Monténégro et Slovénie avec des éditeurs, mais aussi des bibliothécaires, traducteurs, libraires et responsables culturels, dont les témoignages sont croisés avec le dépouillement de plusieurs fonds d'archives, les données issues de rapports et études existantes ainsi que la littérature secondaire. Le cas post-yougoslave permet, nous semble-t-il, de documenter aussi, depuis un espace considéré comme périphérique, les transformations politico-culturelles des États post-socialistes, ainsi que les contradictions du marché du livre contemporain, à la fois localisé et globalisé, dont la dimension spatiale est déterminante.

1. Territoires et circulations des livres depuis l'effondrement de la Yougoslavie : une chronologie

Dans la Yougoslavie socialiste, l'édition a bénéficié d'investissements massifs dans un contexte de modernisation et d'éducation de masse. Après 1945, chaque république et province autonome a été dotée d'une ou de plusieurs entreprises publiques combinant des activités d'édition (de livres et de périodiques), d'imprimerie et de distribution via leur propre réseau de librairies. Bien que publiques, ces entreprises jouissent à partir des années 1950 d'une relative autonomie dans le système yougoslave décentralisé et autogéré, en particulier pour traduire des langues occidentales, dans le contexte de rupture avec le bloc soviétique. Ainsi, l'Agence yougoslave du droit d'auteur [Jugoslovenska autorska agencija], basée à Belgrade, gère administrativement les achats de droits étrangers, mais ce sont les éditeurs au sein des maisons qui élaborent leurs programmes éditoriaux et prennent contact avec auteurs et confrères étrangers. Des activités éditoriales se sont aussi épanouies durant toute la période socialiste au sein de structures collectives moins prestigieuses et élitistes que les maisons d'édition mais encore moins contrôlées, telles que les branches locales de l'Alliance de la jeunesse socialiste [Savez socialističke omladine], les maisons de la culture, les universités populaires et associations professionnelles.

S'appuyant sur l'héritage de l'administration austro-hongroise de la pluralité linguistique, ainsi que sur le modèle soviétique de gestion des nationalités, le régime yougoslave a garanti constitutionnellement à tous ses citoyens le droit de s'instruire, de lire et d'écrire dans sa langue. Plus encore, dans le système yougoslave, toutes les langues étaient théoriquement « égales en droit », celles des peuples ou nations [narodi] (Serbes, Croates, Monténégrins, Slovènes, Macédoniens, Musulmans²) et celles des nationalités et groupes ethniques [narodnosti i etničke grupe] (Albanais, Hongrois, Roms, Turcs, Slovaques, Roumains, Ruthènes, Italiens, Allemands, etc.). Le serbo-croate/croato-serbe (avec la double graphie latine et cyrillique) était la langue partagée par les Serbes, Croates, Musulmans et Monténégrins. De par son histoire, cette langue polycentrique, riche de nombreux dialectes, faisait alors déjà l'objet de plusieurs normes linguistiques reconnues et par conséquent, de plusieurs normes éditoriales (une en vigueur en Serbie, une autre en Croatie, mais aussi des normes intermédiaires en Bosnie-Herzégovine et au Monténégro) (Thomas et Osipov 2012, 22-33). Même si elle n'avait pas le statut de langue officielle ou de langue d'État, elle faisait *de facto* office de langue de circulation avant 1991. Son enseignement était obligatoire dans toute la Fédération et elle servait aussi de langue de transmission de savoirs spécialisés (scientifique, technique, etc.). Par ailleurs, malgré les efforts de rattrapage culturel et de massification de l'éducation, de fortes disparités existaient dans l'implantation géographique des maisons d'édition, en particulier des plus grosses : Belgrade, Zagreb, mais aussi Ljubljana et Novi Sad concentraient la majorité des maisons, donc, outre la capitale, il s'agit des régions autrefois sous administration austro-hongroise. Cependant, à Sarajevo, deux maisons

d'édition ('Svetlost' [Lumière] et 'Veselin Masleša') ont acquis à partir des années 1970 une envergure nationale du fait de leurs politiques éditoriales audacieuses.

La traduction entre les « langues des peuples et nationalités de Yougoslavie » selon l'appellation en vigueur était très fréquente dans l'édition de livres, mais cette circulation allait plutôt du serbo-croate/croato-serbe vers les langues des nationalités et groupes ethniques (Nemanjić et Janicijević 1982) (*voir Figures 1 & 2*). La distribution de livres était par ailleurs fortement décentralisée. Les librairies, majoritairement propriétés des grosses maisons d'édition (par exemple 'NoLit, Svetlost', [Lumière], 'Školska knjiga' [Le Livre Scolaire], 'Mladinska knjiga' [Le Livre Jeunesse], 'Mladost' [Jeunesse], etc.), étaient implantées sur le territoire de la république où elles se trouvaient. D'une certaine façon, la distribution était territorialisée selon les frontières des entités fédérales. Jusqu'aux années 2000, le colportage était aussi une technique de vente très courante qui venait pallier les déficiences du réseau de librairies.

Le début du conflit en 1991 signe la fermeture des frontières (en particulier entre la Serbie d'un côté, la Croatie et la Slovénie de l'autre) et est marqué par des symboles, tel que l'incendie le 25 août 1992 de la Bibliothèque nationale et universitaire dans Sarajevo assiégée³ ainsi que des autodafés et le retrait systématique des bibliothèques publiques de publications référant à l'ancien régime et aux autres peuples, un phénomène particulièrement sensible en Croatie et difficile à documenter, que certains ont dénoncé sous le terme de « livicide » [knjigocid] (Lešaja 2012). Le secteur est alors secoué par la crise des conglomérats d'édition, soumis à des processus de restructuration et de privatisation, avec des chronologies différentes selon les États, plus rapide en Croatie et en Slovénie qu'en Serbie mais partout opaque. Dès la fin de l'État commun, la langue serbo-croate/croato-serbe est rebaptisée : en Croatie d'abord, dès 1991, le croate devient la langue officielle, puis en Serbie et au Monténégro (réunis dans la République fédérale de Yougoslavie jusqu'en 2003, puis dans la Serbie-Monténégro jusqu'en 2006), l'appellation serbo-croate s'efface au profit du serbe. Sont mis et remis en usage les appellations de langues bosnienne et monténégrine ; des transformations sont imposées aux normes linguistiques, mais les autres variantes de l'ancienne langue commune sont aussi reconnues comme langues des minorités. En Bosnie-Herzégovine, divisée en deux entités, la République serbe (RS) et la Fédération de Bosnie-Herzégovine (FBH), le serbe, le bosnien et le croate ont le statut de langues officielles.

Bien que les frontières dialectales soient plus géographiques qu'ethniques, le nom de la langue a tendance à se confondre avec l'appartenance ethno-nationale. La politisation et l'ethnicisation des langues n'empêchent cependant pas l'intercompréhension entre locuteurs (Bugarski 2009 ; Kordić 2010 ; Thomas 1999). Dans les États où une autre langue était déjà d'usage majoritaire (Slovénie, Macédoine puis Kosovo), le serbo-croate (et les langues qui lui succèdent) disparaissent de l'enseignement obligatoire et peu à peu des librairies et des bibliothèques.

Tableau 2.

Maisons d'édition: nombre, principales maisons d'édition, autres maisons d'édition,
répartition territoriale et spécialisations

Année	Total	Répartition par importance		Répartition territoriale						Spécialisations				
		Principales	Autres	Bosnie-Herzégovine	Monténégro	Croatie	Macédoine	Slovénie	Total	Territoire sans Provinces autonomes	F.A.de Kossovo	P.A.de Voivodine	Enseignement	Littérature générale
1980	101	12	89	7	3	21	6	19	45	31	4	10	11	90

Source: Adresses des maisons d'édition et des librairies de Yougoslavie, Belgrade, 1981.

Livres de 1980. Organisations d'édition du travail associé, Belgrade, 1981.

XXVIE foire internationale du livre à Belgrade: Catalogue des livres des maisons d'édition yougoslaves, Belgrade, 1981.

Figure 1. Répartition territoriale des entreprises d'édition par république, en 1980.

Source : Nemanjić et Janićijević 1982, 57.

Tableau 7.
Edition de livres: nombre de titres classés d'après la langue de publication

Année	Total	Langue des peuples de Yougoslavie						Langue des nationalités de Yougoslavie						Langues étrangères					
		serbo-croate	slo-vène	macédonien	alba-nais	hon-grois	tchèque et slovaque	roumain	autres	anglais	français	alle-mand	russe et autres langues	en plu-sieurs langues	autres langues	langues de l'URSS	autres langues		
1970	8.119	5.402	1.089	618	212	111	24	37	77	94	34	47	28	324	22				
1971	9.815	6.541	1.365	748	216	157	27	34	77	109	45	42	44	387	23				
1972	9.715	6.448	1.463	652	269	128	28	36	78	116	46	47	20	366	18				
1973	10.110	6.353	1.515	726	305	150	24	19	96	173	48	63	36	581	21				
1974	13.063	8.220	2.444	789	241	175	47	33	121	249	77	82	40	504	41				
1975	11.239	7.492	1.773	760	297	163	48	49	98	118	38	54	23	309	21				
1976	9.054	5.939	1.594	559	198	121	41	37	78	121	38	46	20	233	29				
1977	10.418	7.042	1.630	490	428	138	34	18	84	128	52	41	29	277	27				
1978	10.509	7.102	1.838	480	404	94	13	25	73	103	33	42	25	248	29				
1979	12.061	8.035	2.146	559	382	137	45	40	90	136	49	43	24	326	49				
1980	11.301	7.765	1.880	433	273	197	43	50	86	107	40	33	15	349	30				

Source: Institut fédéral de statistique, Bulletin "Kultura i umetnost"
(Culture et art), 1970-1979.
Annuaire statistique de Yougoslavie, 1981.

Figure 2. Tableau sur les langues de publications (1970-1980).
Source : Nemanjić et Janićijević 1982, 62.

Des petits éditeurs privés, dopés par une demande forte de lecture, en particulier de traductions, apparaissent. La soif de traduire depuis les langues occidentales qui a touché toute l'Europe post-communiste à cette période apparaît dans le contexte post-yougoslave plutôt comme la continuation des pratiques éditoriales de la période socialiste que comme une nouveauté (pour un aperçu du phénomène en Pologne, voir Skibinska 2009 ; en Russie, voir Bikbov et Petushkova 2023). Elle permet de garder un secteur éditorial dynamique dans un contexte économique confus et instable du fait du conflit et du démantèlement du système socialiste. Dans cette période de transition entre deux systèmes économiques, un certain nombre de librairies de l'ancien réseau sont encore en activité et l'internet ne concurrence pas encore le livre. Même dans les régions qui ne sont pas directement dans les zones de combat (Serbie, Slovénie, Macédoine, Monténégro), toute la décennie 1990 est marquée par un vide juridique, des pénuries de matériel, l'instabilité monétaire. Les nouveaux éditeurs privés, mais aussi les maisons publiques qui subsistent, sont dépendants de financements étrangers pour la traduction, et souvent dans les secteurs les moins commerciaux (comme les sciences humaines) pour la fabrication : diverses fondations privées, dont le réseau des *Open Society Foundations* (OSF) créé par Georges Soros⁴ sont particulièrement actives dans ce domaine. S'y ajoutent les États étrangers via leurs ambassades et instituts culturels (puis, à partir de 2007, le programme régional *Traduki* financé par les États germanophones et finalement *Creative Europe*, programme de l'Union européenne). Durant toute la décennie 1990 cependant, la circulation des livres, des périodiques autant que de l'information sur les livres entre les États successeurs est réduite et passe presque exclusivement par des réseaux personnels et militants (Madelain 2023).

Au début des années 2000, l'arrivée des démocrates au pouvoir en Serbie après la chute de Slobodan Milošević et celle des sociaux-démocrates en Croatie permet d'envisager une certaine normalisation des relations entre anciens belligérants. En réalité, passés quelques gestes symboliques, la coopération régionale va rester l'angle mort des politiques publiques en matière de livres, les lobbies nationaux demeurant puissants de chaque côté des frontières (Madelain 2023), d'autant que l'injonction européenne et internationale reste faible en la matière⁵. Malgré le peu d'avancées au niveau législatif, institutionnel et douanier, l'espoir suscité par la perspective d'une intégration dans l'Union européenne et le développement de l'internet favorisent les initiatives d'acteurs privés et associatifs visant à faire circuler dans la région la production éditoriale. Durant la décennie 2000 jusqu'à la crise économique de 2008-2009, des projets d'implantation multisites, des accords de coédition et de distribution voient le jour. Certains éditeurs généralistes ayant une assise commerciale solide tentent de s'installer ou de se réinstaller dans plusieurs États en créant ou réactivant des filiales : c'est le moment où le groupe slovène 'Mladinska knjiga' [Le Livre Jeunesse] se réimplante en Serbie, en Bosnie-Herzégovine et en Macédoine et sa filiale croate 'Mozaik' [Mosaique] connaît une forte croissance (Madelain 2023). L'éditeur croate 'V.B.Z.' ouvre une filiale à Belgrade en 2007, alors que son confrère zagrebois 'Jesenski i Turk' entreprend des démarches pour

la mise en place d'accords de diffusion et d'échange avec des éditeurs serbes⁶. On note des coéditions ponctuelles en particulier dans le domaine des classiques yougoslaves ou des ouvrages collectifs. Malgré la création de quelques librairies indépendantes dans les capitales (Novi Sad, Zagreb, Belgrade, Sarajevo), la distribution reste majoritairement dépendante du modèle de la librairie liée à un éditeur. Les organisations professionnelles restent faibles et ne jouent quasiment aucun rôle dans la définition des politiques publiques.

Une nouvelle inflexion est sensible au début de la décennie 2010. La crise financière mondiale de 2008 entraîne une récession importante en Europe centrale et orientale à partir de 2009 qui touche particulièrement l'édition. Par ailleurs, les courants nationalistes se renforcent dans les États successeurs de la Yougoslavie. En même temps, certains secteurs du livre, comme les encyclopédies, les ouvrages dits documentaires ou les livres d'art, sont frappés de plein fouet par la concurrence des ressources en ligne et de la vente en kiosque d'ouvrages couplés avec des périodiques. Les éditeurs traversent une mutation structurelle qui remet en cause les modèles économiques établis, en particulier pour les secteurs les plus commerciaux. Les faillites et restructurations se multiplient dans l'édition. En Croatie, la faillite en 2016 du réseau de diffusion APM créé par les trois grandes maisons d'édition 'Profil', 'Algoritam' [Algorithm] et 'Mozaik' provoque la fermeture de 41 librairies et déstabilise profondément le marché du livre.

En Serbie, des éditeurs récemment établis, 'Laguna' [Lagune] et 'Vulkan' [Volcan] (fondés respectivement en 1998 et en 2013), se développent de façon exponentielle en s'appuyant sur leurs positions dominantes dans la distribution. Certaines formes de coopération transfrontalière entamées dans la période précédente, telles que les implantations multisites ou les coéditions, s'étendent. Néanmoins, la multiplication des festivals et salons du livre permet un accroissement de la circulation régionale des auteurs (ainsi que des autres acteurs du secteur) et un intérêt accru du public pour la littérature des pays voisins. Le terme de « région » se généralise comme un euphémisme pour qualifier les territoires ayant constitué la Yougoslavie. D'une façon générale, le développement de l'internet et l'accroissement de la circulation des biens et des personnes ouvrent de nouvelles opportunités de circulation de l'écrit. La « reprise » de la circulation des livres entre les États successeurs est donc un phénomène complexe, ses formes varient en fonction des contraintes, des opportunités et des moyens techniques à disposition des professionnels et son rôle dans la consolidation des nouvelles frontières nationales et étatiques est ambigu. L'attention aux chronologies, aux circuits et aux sens de circulation est donc particulièrement importante.

2. La concurrence des traductions de best-sellers : hiérarchie des territoires et outsiders

Dans l'espace yougoslave puis post-yougoslave, avec des bassins linguistiques restreints et en position « périphérique » dans la circulation internationale des œuvres (Heilbron 2009), les traductions représentent souvent 50 à 60% du catalogue de l'éditeur généraliste. Si les nouveaux éditeurs après 1991 se lancent souvent dans l'aventure de la traduction, c'est aussi une tradition, car traduire des « grands auteurs » occidentaux positionne un éditeur dans le champ. Dans son étude sur les collections qui, au sein des grosses maisons d'édition installées en Croatie, ont formé l'imaginaire moderne des jeunes urbains de toute la Yougoslavie des années 1960 à 1980, Nenad Rizvanović a montré que leurs éditeurs avaient de véritables stratégies d'acquisition de titres des langues occidentales (Rizvanović 2020). Outre les enjeux financiers, c'est donc une question de prestige et de légitimité⁷. Le bosnien (ou bosniaque)⁸, le serbe, le croate et le monténégrin étant aujourd'hui officiellement considérés comme des langues différentes malgré leur intercompréhension, les droits de traduction peuvent se négocier séparément pour chacune d'entre elles selon deux modalités, soit, la plus courante, pour une exploitation dans le monde entier (*worldwide* ou droits mondiaux dans le jargon de la profession), soit pour une zone géographique ou un pays déterminé (Botrel 2017).

Bien que les frontières aient été réouvertes dès le début des années 2000, on a vu que la circulation de livres papier (import/export) entre les États successeurs reste très contrainte. Elle est particulièrement limitée entre les deux États qui produisent le plus de livres dans la zone linguistique du BCMS⁹ : la Serbie et la Croatie. Les éditeurs interrogés invoquent en général la différence du prix du livre pour justifier leur impossibilité à vendre dans le pays voisin¹⁰, mais les obstacles sont aussi douaniers et postaux¹¹, et surtout politiques. La perception de la différence linguistique y est aussi plus aiguë qu'entre d'autres territoires. La double graphie latine et cyrillique en Serbie ainsi que le rejet du cyrillique en Croatie sont aussi un obstacle, d'autant que, depuis le retour des nationalistes au pouvoir en Serbie au début des années 2010, l'usage du cyrillique est favorisé, voire imposé aux institutions et pour l'accès à certaines subventions.

L'importation et l'exportation de livres à destination des librairies sont donc très marginales entre la Serbie et la Croatie, mais elles existent entre la Serbie, le Monténégro et la Bosnie-Herzégovine d'un côté, ainsi qu'entre la Bosnie-Herzégovine et la Croatie, de l'autre. C'est en Bosnie-Herzégovine, où trois variantes du BCMS sont officielles (bosnien, serbe, croate), que l'on trouve la plus grande variété de livres publiés ailleurs. En effet, dans ce territoire le plus touché par la guerre, les éditeurs de Serbie et Croatie ont, depuis le milieu des années 2000, acquis des positions dominantes dans les segments les plus rentables de l'édition (fiction populaire, livre jeunesse, livre pratique, documentaire, etc.) grâce à leur capacité à acquérir les droits de traduction. Des phénomènes similaires sont observables pour des segments moins commerciaux dans les sciences humaines ou la littérature (éligible à des subventions publiques des gouvernements étrangers).

Ainsi, entre 2001 et 2018, sur 390 aides à la traduction octroyées par le Centre national du livre pour des traductions depuis le français, 262 ont concerné des éditeurs serbes, 123 croates et quatre seulement des Bosniens¹². Au Monténégro, marché restreint avec ses 600 000 habitants, l'édition n'a commencé à se développer sur ces segments commerciaux qu'après l'indépendance en 2006, mais la librairie continue de vendre de nombreux titres publiés en Serbie, ainsi que, plus modestement, en Croatie ou en Bosnie-Herzégovine.

Le phénomène de concurrence des traductions entre les éditeurs dans la zone linguistique du BCMS ne se présente en réalité qu'après 2010, dans un contexte de développement de l'internet et des échanges internationaux, quand des éditeurs des marchés plutôt dominés (Bosnie-Herzégovine, Monténégro) se lancent dans la traduction de segments commerciaux de l'édition. Ainsi à partir de 2012, 'Buybook', éditeur et libraire reconnu comme éditeur littéraire, installé à Sarajevo depuis 1996, ouvre une filiale en Croatie ('[Buybook d.o.o](#) vente de livres pour les librairies [prodaja knjige za knjižare]'). L'objectif est d'y vendre sa production déjà importante d'auteurs de Bosnie-Herzégovine, mais aussi des traductions d'auteurs étrangers¹³, dont il a acquis les droits pour la langue bosnienne, officiellement langue de minorité [jezik manjine] en Croatie. Alors que les traductions croates de la série des *Harry Potter* ne sont pas rééditées pour cause de droits impayés par l'éditeur 'Algorithme' qui a fait faillite en 2016 avec le réseau APM, 'Buybook' commence à vendre ses traductions de la fameuse série sur le territoire croate, non sans s'attirer des critiques pour concurrence déloyale, les livres bosniens étant moins chers¹⁴. En 2015 encore, la vente en Croatie de l'édition bosnienne publiée par 'Buybook' du roman de Michel Houellebecq [La soumission](#) (dans une traduction adaptée de celle parue en Serbie la même année) provoque un petit scandale, car les droits pour la langue croate ont été acquis parallèlement par l'éditeur zagrebois 'Litteris' qui avait demandé une aide à la traduction et n'a sorti sa version qu'un an plus tard, en 2016. Pour l'ouvrage suivant de Houellebecq, l'éditeur croate a obtenu que l'agent représentant l'éditeur français impose à 'Buybook' une restriction territoriale à la seule Bosnie-Herzégovine¹⁵. Il est vrai que 'Litteris' paraît avoir une politique d'auteur plus suivie concernant Houellebecq : en 2024, son catalogue compte neuf traductions disponibles de cet auteur, quand 'Buybook' n'a publié que trois titres, dont le premier n'est plus disponible, et que deux traductions ont été reprises de l'édition serbe 'Booka' (traductions par ailleurs jugées excellentes par les lecteurs)¹⁶.

Dans cette compétition, il est intéressant d'observer les positions des agents étrangers et leur évolution, mais aussi celles des libraires : interrogés en 2017 par la presse professionnelle sur la présence croissante des traductions concurrentes de titres de littérature populaire dans les librairies croates, plusieurs libraires du centre de Zagreb expliquent privilégier en principe les traductions croates aux serbes et bosniennes. Ils reconnaissent néanmoins que pour « un nombre important » de best-sellers, ces « dernières arrivent parfois plus rapidement que les croates et [qu'] elles sont par ailleurs

moins chères »¹⁷. La directrice marketing des librairies ‘Le Livre Scolaire’ explique, pour sa part, que la pratique des traductions concurrentes est réciproque et qu’elle renforce l’industrie du livre. Dans le débat public, certains préconisent, à l’instar du président de l’Association des traducteurs littéraires de Croatie, que soit clairement indiqué dans la librairie s’il s’agit d’une traduction en bosnien « afin d’éviter une confusion chez le client »(*ibid.*). Au Monténégro également, après l’indépendance en 2006 et dans un contexte d’affirmation progressive de la langue monténégrine, certains éditeurs ont entrepris de publier des traductions d’ouvrages à succès en tentant de prendre des parts de marché dans les États voisins. Ainsi, l’éditeur ‘Nova knjiga’ [Le Nouveau Livre] créé en 2009 commence dans les années 2010 à produire un nombre important de titres, y compris des traductions de best-sellers internationaux, pour lesquels il acquiert les droits, soit pour la langue monténégrine soit pour le seul territoire du Monténégro, soit éventuellement pour les langues serbe et monténégrine. L’éditeur possède à son catalogue des ouvrages de la série *Harry Potter*, plusieurs titres de Guillaume Musso, Frédéric Beigbeder, Elena Ferrante. ‘Le Nouveau Livre’ a la réputation de pratiquer les reprises de traduction, à savoir d’adapter des traductions rachetées à des éditeurs serbes. Son directeur affirme vendre 30% de sa production en dehors du Monténégro¹⁸. Les restrictions en matière de territoire de vente, si elles existent, doivent être mentionnées dans l’ouvrage concerné. Néanmoins, il est difficile d’avoir une vue d’ensemble (ce type d’information ne figure, par exemple, pas au catalogue public d’un éditeur). Par ailleurs, certains libraires ou revendeurs sont peu regardants sur ce type de restriction et on peut ainsi trouver dans des librairies de province en Serbie, mais aussi en République serbe de Bosnie ou au Monténégro, les éditions monténégrine, serbe ou bosnienne d’un même titre, avec ou sans accord entre éditeurs.

Les disputes sont souvent âpres, même si certains arrangements en amont permettent au final d’éviter la multiplication des éditions concurrentes. Ainsi, le best-seller en sciences humaines *Le capital au XXI^e siècle* de l’économiste français Thomas Piketty a été publié en croate par ‘Profil’¹⁹, en bosnien par ‘Buybook’²⁰ et en serbe par l’éditeur ‘Akademska knjiga’. En réalité, il n’y a eu que deux traductions différentes, l’une commandée par ‘Profil’, reprise et adaptée au standard bosnien par ‘Buybook’, et l’autre par ‘Akademska knjiga’. Sa directrice, Bora Babić explique que lors de la parution du livre en français aux ‘Éditions du Seuil’ en 2015, elle a été la première à acquérir les droits dans l’espace BCMS²¹. Démarchée par ‘Nova knjiga’ qui souhaite lui racheter la traduction afin de publier une édition monténégrine en adaptant la version serbe pour diffusion au seul Monténégro, elle refuse. Elle explique avoir trouvé le procédé préjudiciable pour sa maison, mais aussi pour l’écosystème de l’édition de sciences humaines, dans le cas d’un livre destiné, malgré sa réputation, à un public restreint, d’autant plus que la traductrice Kristina Bojanović vit et travaille au Monténégro. Comme l’éditeur monténégrin a quand même essayé de négocier des droits de traduction pour la langue monténégrine avec les ‘Éditions du Seuil’, Babić s’est tournée vers l’éditeur français, craignant la mise sur le marché d’une édition concurrente, mais sans obtenir gain de cause.

Alors j'ai écrit à Piketty que grâce aux nationalismes balkaniques et à la démocratie européenne, on a fait d'une langue quatre langues ; il a répondu qu'il le savait et finalement il n'y a pas eu de version monténégrine. Maintenant, dans certains cas, je demande les droits pour plusieurs langues. Parfois l'éditeur étranger exige des droits de cession doubles, mais il vaut mieux payer le double qu'ainsi devoir discutailler entre nous (Bora Babić, juillet 2019).

C'est aussi ce qu'a fait 'Buybook' pour l'autobiographie²² du footballeur Zlatan Ibrahimović, dont les parents sont originaires de Bosnie et de Croatie, en acquérant les droits pour les quatre variantes (serbe, croate, monténégrin et bosnien) et produisant plusieurs ouvrages avec des variantes linguistiques qu'il vend sur chacun des territoires.

Certes, la concurrence des traductions dans la zone linguistique du BCMS reste un phénomène marginal dans une situation où les marchés ne sont perméables qu'à la marge et les langues officiellement séparées. Elle ne concerne pas le marché des éditions scolaires et parascolaires (de classiques étrangers par exemple), un marché lucratif mais qui répond à des normes linguistiques et éditoriales beaucoup plus strictes et qui est en général réservé aux éditeurs du pays, excluant les outsiders. Néanmoins, l'analyse de ces phénomènes permet de documenter les conflits qui se jouent autour de la construction des frontières culturelles et linguistiques. Significatifs sont ainsi les choix linguistiques des éditeurs souhaitant investir les marchés des pays voisins, qu'il s'agisse de littérature populaire ou même d'un marché de niche (sciences humaines, bandes dessinées ou livres d'art, par exemple) : certains expliquent qu'ils choisissent une variante plus « centrale » de la langue qui « peut passer » ailleurs²³. Les éditeurs de Serbie expliquent privilégier la graphie latine pour les livres destinés à des marchés plus larges et par conséquent éviter le cyrillique. Ces pratiques éditoriales vont donc à contre-courant de la tendance à la spécification et au choix des particularismes qui caractérisent les politiques linguistiques des États depuis la séparation politique.

Par ailleurs, le fait que de nombreuses traductions soient en réalité des adaptations de traductions existantes dans l'une des autres variantes du BCMS remet en cause la tangibilité de la différence des langues et la nécessité même de leurs frontières. Cependant, le procédé relève du non-dit, car rien n'est indiqué dans les métadonnées du livre. Ce type de cession de traduction en vue d'une édition sur un autre territoire de langue BCMS, que l'on peut qualifier de « reprise de traduction », se multiplie après 2010, accompagnant la mobilité des traducteurs, la circulation des textes sur internet et l'internationalisation du marché. Contrairement au cas d'auteurs écrivant dans une des variantes du BCMS qui sont réédités tels quels (Madelain 2023), la reprise de traduction suppose généralement une adaptation aux standards linguistiques en vigueur dans l'autre territoire de destination (« croatisation », « serbisation », etc.). Cette pratique se répand aussi dans un contexte de débrouille et de précarisation du métier de traducteur, de surproduction et de marges faibles pour l'éditeur. Les traducteurs et traductrices interrogés expliquent être confrontés à cette pratique qu'ils ne maîtrisent pas et qui leur est imposée. Les sens de circulation de ces traductions – de Serbie vers le Monténégro

ou la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie vers la Bosnie-Herzégovine – témoignent de la persistance des hiérarchies culturelles entre les territoires. Enfin, la circulation de traductions concurrentes accroît pour l'éditeur la difficulté à capitaliser sur un auteur étranger, d'autant plus que les contrats de cession ont été raccourcis progressivement depuis la fin des années 1980 et sont désormais de très courte durée (cinq ans est la règle). Dans le cas de Piketty, seule '[Akademika knjiga](#)' a réussi à suivre cet auteur en publiant six de ses livres. À Zagreb, deux ouvrages disponibles en croate de l'économiste français et l'édition bosnienne du *Capital au XXI^e siècle* voisinent en librairie avec certaines de ses éditions anglaises²⁴.

3. Les usages de l'information bibliographique

La délimitation des nouveaux territoires post-yougoslaves, leur affirmation et leur contestation sont aussi observables dans la circulation et les usages de l'information bibliographique, à savoir l'information normalisée que les États produisent sur les publications. Depuis la fin de la Yougoslavie, l'information bibliographique est gérée dans chaque État successeur par la bibliothèque nationale (ou bibliothèque nationale et universitaire, selon l'appellation et l'usage en vigueur dans les espaces habsbourgeois et germanique). Avant 1991, chaque livre produit devait être disponible dans toutes les entités de la Fédération et le dépôt légal incluait douze exemplaires destinés à fournir, entre autres, les huit bibliothèques « nationales », « nationales et universitaires » ou « centrales » de chaque république et province autonome (Voïvodine et Kosovo). Il existait un institut yougoslave pour l'information et la bibliographie (YUBIN) basé à Belgrade qui recensait toute la production imprimée du pays²⁵. En 1987, un logiciel documentaire de traitement de l'information bibliographique est mis au point à la Faculté de technologie de l'université de Maribor (UZUM) en Slovénie. Il était en passe d'être adopté par les huit établissements quand la guerre a éclaté. Dès 1996, après la fin du conflit en Bosnie-Herzégovine, des échanges reprennent entre ces derniers qui commencent à réutiliser les solutions informatiques slovènes, à l'exception de la Bibliothèque nationale et universitaire de Croatie qui a développé son propre système²⁶. Au début des années 2000, le logiciel exploité sous le nom de COBISS (*Co-operative online bibliographic system and services*) par la Bibliothèque nationale et universitaire de Slovénie et UZUM, devient la base d'une plateforme de coopération et un réseau d'échanges (COBISS.net) entre bibliothèques de l'espace post-yougoslave. En 2006, le système s'ouvre à d'autres pays des Balkans : la Bulgarie puis l'Albanie. Depuis, le système s'est développé et a adopté les principes internationaux de normalisation, en particulier à partir de 2017, le modèle de référence (*Library Reference Model*) de l'IFLA (*International Federation of Library Association and Institutions*). Ces nouvelles orientations font entrer ses membres dans ce que les professionnels appellent la « transition bibliographique », à savoir le recentrage de l'information sur des données simples et interopérables permettant l'échange entre catalogues d'informations compatibles avec l'internet public, dans le contexte du développement du web sémantique²⁷.

Dans le contexte post-yougoslave où les librairies ne disposent d'aucune base de données centralisée des livres disponibles (du type du logiciel français [Électre](#)), où les éditeurs ont rarement mis en ligne des bases de données fiables sur leurs publications, où les librairies en ligne se créent et disparaissent, COBISS a de multiples autres utilisateurs que les bibliothèques et leurs usagers. Il sert en réalité toute la chaîne du livre : libraires, éditeurs, traducteurs, distributeurs, lecteurs, etc. Initiatrice du réseau, la république de Slovénie, malgré ses deux millions d'habitants, est le pays qui a relié le plus grand nombre d'établissements au système COBISS²⁸, à savoir en février 2024 : 931 (dont 644 bibliothèques scolaires) contre 261 en Serbie, 114 en Bosnie-Herzégovine, 72 en Macédoine du Nord, 50 au Monténégro, 29 en Albanie, 10 au Kosovo et 3 en Bulgarie (*voir Figure 3*).

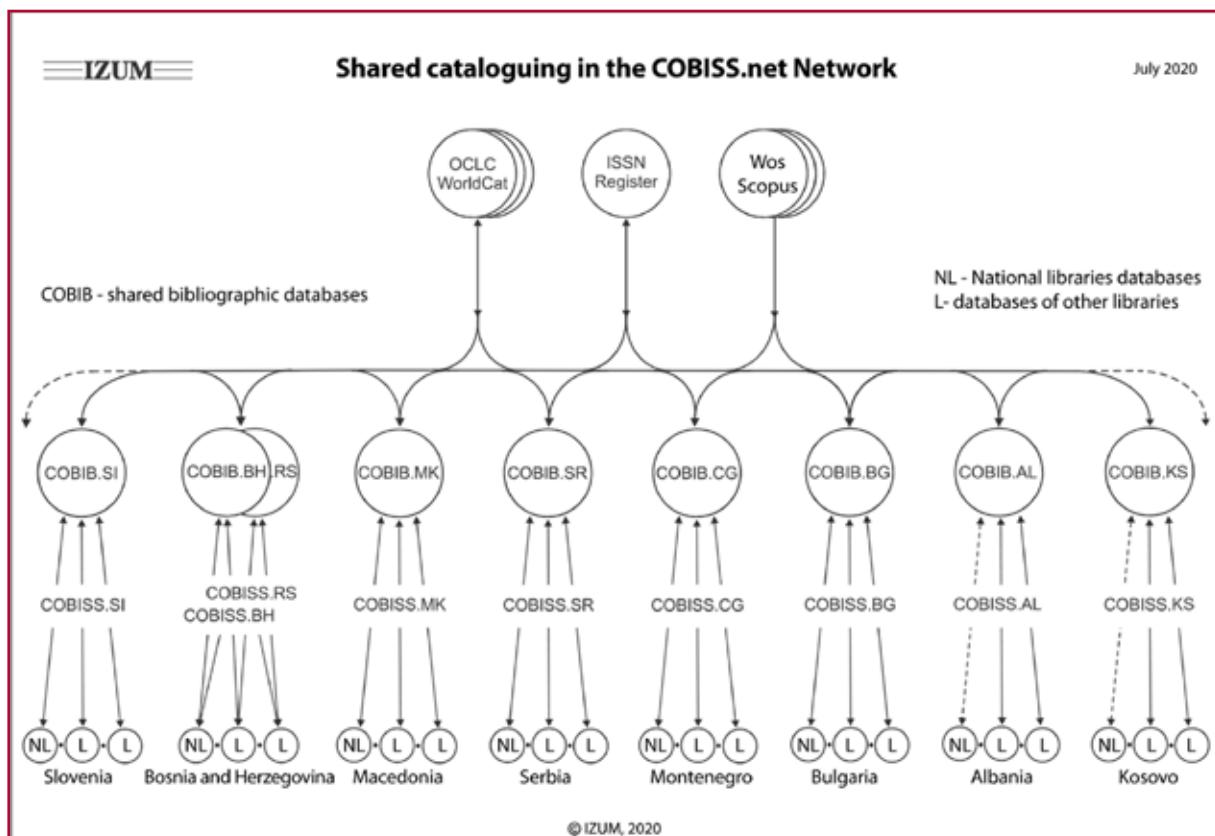


Figure 3. L'architecture du réseau COBISS.net

Source : IZUM* 2020

* IZUM, l'Institut des Sciences de l'Information, est un établissement public créé par le gouvernement de la République de Slovénie en tant que service d'infrastructure informationnelle pour la science, la culture et l'éducation slovènes.

Alors que les ministères de la Culture, de la Science ou de l'Éducation des États post-yougoslaves ne développent aucun soutien à la circulation régionale des publications et, au contraire, mènent des politiques de renforcement des spécificités nationales, multipliant les barrières douanières et législatives, les bibliothèques nationales des États post-yougoslaves jouent de leurs côtés un rôle-clé dans la circulation régionale de l'information sur les livres. Elles sont aussi les acteurs principaux de la conservation du patrimoine imprimé, y compris provenant des périodes aujourd'hui minorées dans les récits nationaux, en conservant par exemple leurs fonds yougoslaves issus du dépôt légal, même si ces fonds souffrent d'être encore partiellement numérisés.

En même temps, ces établissements sont aussi le lieu de tensions entre le processus de construction d'un patrimoine national dans le nouveau cadre étatique, la logique des systèmes d'information (qui tendent à toujours plus de circulation et d'interopérabilité) et la persistance d'une échelle post-yougoslave du monde du livre. Ainsi, dans les documents de présentation des plateformes nationales et du réseau COBISS.net, la continuité avec la période yougoslave n'est pas revendiquée. Dans [l'*histoire du réseau*](#), il est écrit que le système avait été imaginé en 1987 à Maribor par l'UZUM qui « s'est établi ainsi comme un acteur important du développement des sciences de l'information pour les bibliothèques dans l'ancienne Yougoslavie » et qu'après « les changements politiques des années 1990 », le système a été adopté par « un nombre large de pays de l'Europe du Sud-Est ». La proximité linguistique et l'intercompréhension entre les langues/variantes du BCMS est une réalité encore moins évoquée. Les documents communs sont rédigés en anglais. Cependant, l'observation des flux de notices dans les plateformes d'échanges bibliographiques (COBIB : *Shared bibliographic databases*) permet de comprendre comment s'organisent les échanges d'informations entre les composantes : on constate par exemple que sur la plateforme d'échange monténégrine (COBIB.cg) et celle de la république serbe de Bosnie-Herzégovine (RS) (COBIB.rs), une majorité des notices ont été téléchargées depuis le système serbe (respectivement 261 876 sur les 644 454 et 215 379 sur 374 479). Ce dernier n'a, quant à lui, repris que 3 792 notices de la plateforme monténégrine et 9 706 de la plateforme de la RS²⁹.

La comparaison de l'apport de chaque entité dans la plateforme commune témoigne donc de hiérarchies entre les territoires héritées de l'ancien État commun, en matière de volume de production, mais aussi de sens des échanges d'information, à l'image de ce qui se passe avec les reprises de traduction par les éditeurs (voir *infra*). Par ailleurs, il y a beaucoup moins d'échanges avec les plateformes bulgare et albanaise qu'entre les composantes issues de la Yougoslavie³⁰. Cela signifie également qu'une partie des fonds est bien commun entre les établissements des États successeurs, malgré l'affirmation de la séparation des langues et des cultures, mais aussi que le sens des échanges, les hiérarchies et dépendances entre les territoires (en matière de production de contenus) persistent. Par rapport à la période yougoslave où chaque bibliothèque nationale, nationale et universitaire ou centrale, y compris les plus petites (Kosovo, Macédoine, Monténégro), bénéficiait de la production de tous les autres territoires, l'offre en documents en langue

maternelle (ou dans une langue compréhensible), dont bénéficient les citoyens de chacun des États actuels est beaucoup plus limitée qu'à l'époque yougoslave. Il n'existe pas de prêt inter-bibliothèque traversant les nouvelles frontières. D'après les témoignages recueillis auprès des bibliothécaires³¹, faute de budget, les établissements n'acquièrent de nouveaux ouvrages publiés à l'étranger que dans le cadre d'échanges internationaux ou de dons : chaque établissement membre du réseau COBISS.net propose une liste de titres susceptibles d'intéresser les autres, mais le volume d'échanges est limité par les divers coûts (transport, douane, traitement, stockage, etc.).

En outre, la fragmentation ethno-nationale se reproduit dans l'organisation du réseau COBISS.net. L'absence de la Bibliothèque nationale et universitaire (BNU) de Zagreb et son choix dès la fin des années 1980 d'un système documentaire spécifique réduit de fait la circulation régionale de l'information bibliographique, alors que la Croatie est un centre majeur de production de livres dans la région et que la BNU de Zagreb dispose de fonds importants³². Certes, cet établissement coopère avec les membres du réseau COBISS, comme on peut le constater dans les comptes-rendus des réunions annuels³³, mais les démarches faites pour l'inclure dans le système au moment de l'élargissement à la Bulgarie et l'Albanie sont restées sans suite³⁴. Par ailleurs, la Bosnie-Herzégovine dispose de deux plateformes, dont l'une est pilotée par la Bibliothèque nationale et universitaire de Bosnie-Herzégovine (BNUBH) à Sarajevo, et l'autre par la Bibliothèque nationale et universitaire de la République Serbe à Banja Luka. On verrait même les éditeurs de Banja Luka apporter leurs livres en personne à la BNUBH faute d'une coopération fluide entre les deux établissements³⁵. En Macédoine du Nord, les programmes de la Bibliothèque nationale sont pensés pour la mise en valeur du patrimoine macédonien et une place réduite accordée à la langue albanaise (dont les locuteurs représentent pourtant *a minima* 25%)³⁶.

Enfin, les notices bibliographiques elles-mêmes sont un lieu de conflits d'information. Ainsi, les conservateurs en charge du développement des notices d'autorité sur la plateforme slovène COBISS.si ont constaté que, sur plus de la moitié des notices du catalogue partagé, près de 20% comportaient des descriptions différentes des mêmes références. Ce nombre monte à 44% pour la littérature (Krajnc-Vobovnik 2023, 33). Ces différences ou fluctuations d'identification portent en particulier sur le nom de la langue de publication et, secondairement, sur le nom du lieu de naissance.

Ces conflits sont particulièrement fréquents pour les auteurs de la période yougoslave (1918-1991). Krajnc-Vobovnik cite le cas de Meša Selimović (Tuzla 1910-Belgrade 1982) et de son roman *Le Derviche et la mort* ([Derviš i smrt], 1966), un classique de la littérature yougoslave, lecture scolaire depuis les années 1970. Originaire d'une famille musulmane de Bosnie, Selimović avait choisi d'être classé parmi les auteurs serbes. Sur la plateforme de Serbie [COBISS.sr](#), les nombreuses éditions des livres de Selimović indiquent toujours comme langue de publication le serbe, y compris pour l'édition originale du *Derviche et la mort* publiée à Sarajevo en 1966. Cependant, une notice concernant le même ouvrage et le même éditeur, mais l'édition de 1991, indique

comme langue le bosnien. Dans le catalogue produit par la [BNUBH](#) à Sarajevo, la situation est plus variée : « bosnien » pour une édition récente publiée à Sarajevo par l'éditeur '[Connectum](#)' (2023), mais « serbe » pour une autre publiée à Belgrade en 2021 par l'éditeur '[Vulkan](#)' et « croate » pour l'édition publiée en 2001 à Zagreb par l'éditeur '[Divić](#)'. Il est bien entendu que dans toutes ces éditions, il s'agit strictement du même texte. Plus qu'une indication sur la langue d'écriture ou de publication, ces mentions différentes traduisent la division linguistique et ethno-nationale actuelle, en particulier en Bosnie-Herzégovine.

Un exemple emblématique de conflit d'information bibliographique dans COBISS concerne l'écrivain Ivo Andrić (né en 1892 à Travnik, alors en Autriche-Hongrie, et décédé à Belgrade à 1975), qui reçut le prix Nobel de littérature en 1961. L'édition 2021 d'un volume de 770 pages reprenant toute l'œuvre romanesque de l'auteur publiée à Belgrade par les éditions 'Lagune' sous le titre *Romani* [Romans]³⁷ est consignée dans le catalogue COBISS.bh (Bosnie-Herzégovine) avec la mention de trois langues « [srpski](#), [hrvatski](#), [bosanski](#) » [serbe, croate, bosnien], alors que l'édition du même volume chez le même éditeur en 2017 ne porte la mention que deux langues « [srpki](#), [hrvatski](#) » ; toujours dans COBISS.bh, les éditions de 2014, 2015 et 2016 ne mentionnaient que la langue serbe. Le même ouvrage (dont c'est la 19^e édition en 2024), est mentionné sur la plateforme serbe COBISS.sr, comme tous les livres d'Ivo Andrić, comme écrit en serbe. Né en Bosnie dans une famille croate, membre de l'Académie serbe des sciences et des arts, il écrivait principalement dans la variante « ekavienne » (serbe) du serbo-croate (sauf certains écrits de jeunesse) et avait toujours affirmé son identité yougoslave. Après 1991, auteur controversé en Bosnie pour ses positions jugées antimusulmanes, il a aussi pâti d'être difficilement assimilable au domaine national dans la Croatie indépendante qui a fait des différenciations une stratégie-clé de la formation du code culturel (Artić 2019, 471). Les fluctuations d'identification pour les auteurs de la période yougoslave (1918-1991) reflètent donc autant les choix de l'auteur, la relativité des catégories ethno-nationales et linguistiques, que les fluctuations de l'histoire littéraire et les politiques linguistiques contemporaines. Ces conflits d'identification compliquent aussi le catalogage de ces ouvrages dans les fonds des bibliothèques étrangères³⁸ et risquent de s'amplifier avec le développement du web sémantique où les catalogues sont de plus en plus interconnectés au niveau international.

Enfin, la constitution de listes bibliographiques dites « nationales » met en évidence la question épingleuse des limites des fonds relevant du patrimoine national et des frontières entre les littératures. Ainsi, c'est la Bibliothèque nationale de Serbie (BNS) qui a repris, depuis 2003, les tâches qui incombaient précédemment à YUBIN sur ce territoire, et élaboré la Bibliographie de Serbie [Bibliografija Srbije] qui comporte plusieurs sections – monographies, publications officielles, matériel non livresque, traductions, publications périodiques. Comme cette liste est élaborée sur le principe du critère territorial, la BNS a décidé en 2005 de créer une seconde bibliographie, intitulée « Serbika », destinée à prendre en considération le critère « national », c'est-à-dire « la

langue, l'écriture, l'appartenance (ethno)ationale de l'auteur, ainsi que le matériau du type “ce qu'on écrit sur nous” ») (Injac-Malbaš 2016, 35). Celle-ci comporte donc une liste d'ouvrages publiés en serbe à l'extérieur de la Serbie, ainsi que des livres traduits du serbe ou des livres publiés à l'étranger ayant pour sujet la Serbie. Cependant, puisqu'elle est élaborée à partir des fonds des Bibliothèques de Serbie, elle ne peut en aucun cas être exhaustive. Par ailleurs, la délimitation du périmètre concerné s'est avérée, dès le départ, en réalité fort complexe. Comme en témoigne la conservatrice Vesna Injac chargée de ces changements du début de la décennie 1990 à 2015, de nombreuses questions se sont posées aux membres de la commission en charge de Serbika en 2005 :

Tous les participants sont tombés à peu près d'accord sur le fait qu'une partie des fonds publiés dans les républiques de l'ex-Yougoslavie, dans lesquelles vivent un nombre remarquable de nos compatriotes [sunarodnici], devrait faire partie de la bibliographie Serbika, mais les propositions sur celle-ci étaient diverses, tout comme les critères de sélection (Injac-Malbaš 2016, 40).

Suivant le critère de la langue officielle, la commission a préconisé d'inclure dans Serbika toutes les publications de la République serbe (RS) de Bosnie-Herzégovine, même si ce critère est plus territorial et politique que linguistique. D'après Injac (2016), les bibliothécaires de Banja Luka, la capitale de la RS, estimaient pour leur part, qu'il fallait faire de même avec les publications du Monténégro, « jusqu'à une éventuelle future officialisation de la langue monténégrine » (*Ibid.*) ; celle-ci arriva par étape à partir de 2006. Pour la Croatie, la commission a préconisé d'y inclure ce qui était publié là-bas en « langue serbe », quel qu'en soit l'alphabet (latin ou cyrillique) et de faire appel aux associations représentatives de la minorité serbe en Croatie pour les aider à identifier ces publications.

On constate donc le flou qui entoure ici les frontières de ce qui relève de cette bibliographie nationale, ses fluctuations temporelles et donc les conflits qu'elle est susceptible de provoquer. Sa constitution reproduit les divisions identitaires, mais elle participe aussi à écrire la norme, à dire qui est qui, qui appartient à quelle langue et à quel peuple. Cependant, les conflits d'information relevés précédemment dans l'échange de notices au sein du réseau COBISS montrent aussi l'impossibilité de séparer les domaines littéraires et linguistiques. Émettrices de la norme étatique en matière de patrimoine imprimé « national » au sens étatique et ethno-national du terme, les bibliothèques nationales des États successeurs de la Yougoslavie se retrouvent donc au sein des conflits identitaires mais aussi, en tant qu'institutions de coopération régionale et internationale, au cœur des nouvelles circulations numériques d'informations sur les publications.

Conclusion

Les exemples de tension entre la territorialisation de la production et de la diffusion du livre dans le cadre des États successeurs et les phénomènes qui lui échappent, témoignent des contradictions entre les dynamiques centrifuges et centripètes qui animent l'espace culturel post-yougoslave et de la persistance d'une échelle « régionale », post-yougoslave, dans la production et la diffusion du livre.

Il est intéressant de noter que ces phénomènes se situent dans le temps long, au sens où les pratiques professionnelles des éditeurs et des bibliothécaires se transmettent et s'inscrivent dans des cadres collectifs certes évolutifs mais ancrés dans la durée : celle du passage du monde du livre socialiste au marché globalisé et « périphérisé » à l'ère numérique, celle aussi de la période yougoslave, et même pré-yougoslave, qu'il s'agisse de la circulation de traductions multiples des langues occidentales, des hiérarchies territoriales, ou encore du multilinguisme et des conflits de frontières des littératures. La circulation transfrontalière des traductions autant que celle de l'information bibliographique produisent des coopérations et des concurrences à géométrie variable entre les acteurs de la chaîne du livre (éditeurs, traducteurs, bibliothécaires, libraires). Dans cette nouvelle configuration, les hiérarchies territoriales héritées de la Yougoslavie (relations capitales/provinces, compétitions entre les républiques, hiérarchies entre les langues) sont encore actives, mais de nouveaux liens se tissent aussi, en particulier à partir de la proximité linguistique. Cette dernière apparaît comme le facteur-clé des tensions et des coopérations post-yougoslaves plus intenses dans la zone linguistique du BCMS. La coopération au sein de COBISS a aussi une dimension davantage post-yougoslave (que balkanique) au sens géographique, malgré l'élargissement du réseau en 2006 à la Bulgarie et à l'Albanie.

Notre analyse a mis en évidence l'importance pour les États de maîtriser les circulations de livres comme d'informations sur les livres pour consolider leurs (nouvelles) frontières nationales, mais aussi les difficultés que cela suscite. *A contrario*, il faudrait se poser la question des influences qu'auront ces circulations de livres, de textes, d'auteurs et d'informations sur les pratiques langagières des lecteurs, et *in fine* sur les politiques linguistiques.

Il faut noter le rôle paradoxal du marché et des logiques commerciales dans ces dynamiques : d'un côté, l'intérêt financier peut inciter les éditeurs à tenter de gagner des marchés dans les pays voisins de langues proches, mais de l'autre, l'absence de régulation renforce les hiérarchies territoriales et conditionne ces circulations. Le numérique est incontestablement un facteur de circulation qui transgresse les frontières étatiques et nationales, mais les véritables coopérations entre éditeurs ou bibliothécaires sont l'affaire des acteurs et non des technologies. Enfin, tensions et conflits vont ici de pair avec des formes de coopération entre les acteurs de la chaîne de livre qui « bricolent » et imaginent des solutions innovantes dans ce contexte contraint et périphérisé.

Notes

- 1 (en millions d'habitants), la Serbie en compte environ 6,7 ; la Croatie 3,8 ; la Bosnie-Herzégovine 3,3 ; la Macédoine du Nord 1,8 ; le Monténégro 0,6 et la Slovénie 2,1 (chiffres 2021-2022, en baisse par rapport aux recensements précédents).
- 2 Les « Musulmans » (avec une majuscule) [Muslimani] deviennent officiellement une catégorie ethno-nationale à partir du début des années 1970.
- 3 Incendie provoqué par un bombardement de l'armée de l'autoproclamée République serbe de Bosnie-Herzégovine, qui encercle la ville.
- 4 En 1997, un vaste programme de traduction des sciences humaines intitulé « Translation Project » est lancé par les OSF dans tous les pays d'Europe centrale et orientale.
- 5 Le Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est (1999) mentionne la coopération régionale entre les États successeurs comme une priorité pour les objectifs de sécurité et de stabilité sans pourtant être concret dans le domaine culturel.
- 6 Entretiens avec Zoran Stojanović, directeur de la maison d'édition du même nom (Novi Sad, 25 août 2021), Ivan Čolović fondateur de 'Biblioteka XX vek' [La Bibliothèque du XX^e siècle] (Belgrade, 1^{er} avril 2018) et Mišo Nejašmić, directeur de 'Jesenski i Turk' (22 avril 2024).
- 7 C'est un phénomène qu'on retrouve dans une grande majorité des États post-socialistes, par exemple en Pologne post-1989 (Skibinska 2009, 348-350).
- 8 La traduction française de « bosanski jezik » est fluctuante. Par ailleurs, en Bosnie-Herzégovine, certains courants nationalistes préconisent l'usage de « bošnjački jezik » plutôt que « bosanski jezik », « bošnjački » référant au « peuple bosniaque » appelé avant 1994 « peuple musulman », alors que « bosanski » réfère à l'entité territoriale de la Bosnie.
- 9 BCMS est l'abréviation de bosniaque-croate-monténégrin-serbe.
- 10 Le prix moyen du livre est de moins de 10 € en Serbie en 2022 (selon L'édition en Serbie, Paris, Bureau international de l'édition française, septembre 2023) alors qu'il est plutôt de 15 à 20 € en Croatie (selon GFK Croatie).
- 11 Ceci est vrai pour l'importation des livres en général. Zoran Stojanović, éditeur de sciences humaines, implanté à Novi Sad depuis 1989, qualifie la Poste de « pire ennemi » de l'édition serbe (entretien du 15 août 2022).
- 12 Données fournies par le Centre national du livre, Paris.
- 13 Entretiens avec Damir Uzunović, co-fondateur et directeur de 'Buybook' (Sarajevo, 20 janvier 2020) et avec Lada Jurković, responsable de la filiale croate de 'Buybook' (Zagreb, 9 septembre 2022).
- 14 Entretiens avec Mihaela Majcen Marinić, chargée du livre au Ministère croate de la Culture et avec Lada Jurković (19 janvier 2022).
- 15 Entretien avec Lada Jurković (19 janvier 2022).
- 16 Voir les livres disponibles de Houellebecq sur les sites de '[Buybook](#)' et de '[Litteris](#)'. L'éditeur serbe '[Booka](#)' a pour sa part publié dix titres de Houellebecq, tous traduits par Vladimir D. Janković et disponibles en 2024.
- 17 Sur le portail d'information T-Portal, l'article « [Provjerili smo kakvo je stanje na policama knjižara : Što zbujuje kupce i zašto neki hitovi toliko kasne ?](#) » [Nous avons vérifié quelle est la situation sur les étagères des libraires : qu'est ce qui choque les clients et pourquoi certains best-sellers tardent tant ?], 16.08.2017.
- 18 Entretien avec Peđa Uljarević (Podgorica, 27 avril 2023).
- 19 En 2024, '[Profil](#)' compte deux ouvrages de Thomas Piketty à son catalogue mais ne commercialise plus l'édition de 2015 du *Capital au XXI^e siècle*.
- 20 Seul un ouvrage de Piketty a été traduit par '[Buybook](#)'.
- 21 Entretien avec Bora Babić, juillet 2019.
- 22 Autobiographie du footballeur Zlatan Ibrahimović : *Adrenalina. My untold story*. RCS Media Group S.p.a., Milan 2021.
- 23 Voir les entretiens avec Lada Jurković, mais aussi avec Azra Pita, traductrice et fondatrice de la 'Fondacija Publike' [Fondation Publique] (Sarajevo, juillet 2023).
- 24 Par exemple dans la librairie en ligne de [Znanje](#) (réseau en Croatie).
- 25 Sur l'histoire de l'Institut bibliographique yougoslave et son devenir après 1993, voir Injac 2010.
- 26 Sur le site internet de la [Bibliothèque nationale et universitaire de Skopje](#) par exemple, il est indiqué que cette institution a été une des premières à reprendre la coopération régionale dès 1996.
- 27 Voir l'abondante documentation disponible dans la revue en ligne de la plateforme [COBISS : Organisation des connaissances](#) [Organizacija znanja] ; voir aussi Krajnc-Vobovnik 2023.
- 28 Voir le tableau comparatif du nombre de bibliothèques incluses dans le système sur la [page d'accueil en anglais du système](#).
- 29 Voir le tableau « [Exchange of bibliographic records between systems to 31 December 2023](#) ».
- 30 La plateforme kosovare COBIB.ks échange certes des notices avec la plateforme d'Albanie, mais sa participation au réseau est encore modeste : au 31/12/2023, 10 établissements connectés, 32 231 notices, 3 927 notices téléchargées depuis les autres plateformes, dont 2 640 depuis COBIB.al. Malgré la proximité linguistique, les plateformes macédonienne et bulgare échangent très peu de notices (au 31/12/2023) :

- 2.132 vers la plateforme macédonienne et 428 vers la bulgare, dans les deux cas, moins qu'avec la plateforme serbe), *ibid.*
- ³¹ Entretiens avec Adelaida Grabovica, conservatrice, BNUBH (Sarajevo, 20 janvier 2020), Ana Milutinović, responsable des coopérations internationales, Bibliothèque nationale de Serbie (Belgrade, 19 janvier 2023), Elena Nikodinovska, conservatrice, ancienne responsable des coopérations internationales, Bibliothèque nationale et universitaire Saint-Clément d'Ohrid (Skopje, 3 septembre 2023), Dragan Mirković, conservateur, Bibliothèque nationale du Monténégro (Cetinje, 3 mai 2023).
- ³² Sur l'histoire de la Bibliothèque nationale et universitaire à Zagreb, voir Baric 2017. Entretiens avec Lobel Machala, directeur du département de la Bibliographie nationale croate et Danijela Getliher, responsable des ISBN, BNU (Zagreb, 19 avril 2024).
- ³³ Dans les [comptes-rendus des réunions annuelles](#) du comité du réseau COBISS.net organisées depuis 2016, on peut suivre la participation de bibliothécaires et experts de Croatie invités.
- ³⁴ Voir [lettre officielle](#).
- ³⁵ Selon le témoignage d'A. Grabovica.
- ³⁶ À commencer par le [site web de l'établissement](#) qui est bilingue (macédonien/anglais).
- ³⁷ *Romani. Travnička hronika, Na Drini čuprija, Gospodica, Prokleta avlja* [Romans. La Chronique de Travnik. Le pont sur la Drina, La demoiselle. La cour maudite].
- ³⁸ Entretien avec Yoanna Planchette, responsable des collections en langues slaves de l'Europe médiane et balkanique à la Bibliothèque nationale de France (Paris, 29 février 2024).

Références citées

- Artić Miroslav, 2019. « Recepacija Andrića u Hrvatskoj 1990-2010 pod vidom hrvatsko-srpskog dijaloga » [La réception d'Andric en Croatie entre 1990 et 2010 dans le contexte du dialogue croato-serbe], in Karlić Virna, Sanja Šakić, Dušan Marinković (eds), *Tranzicija i kulturno pamcenje. Zbornik radova* [La transition et la mémoire culturelle. Recueil de travaux], Zagreb : Srjedna Evropa, 469-484.
- Baric Daniel, 2017. « La dualité nationale et universitaire des bibliothèques de Strasbourg et Zagreb : une histoire parallèle entre empires, nations et régions », *Histoire et civilisation du livre*, 439-456.
- Biggins Michael, Crayne Jane (eds), 2001. *Publishing in Yugoslavia's successor states*, Binghamton, NY: The Haworth Information Press.
- Bikbov Aleksander, Petushkova Daria, 2023. « La matrice d'une révolution intellectuelle : le marché des traductions en sciences humaines et sociales en Russie après 1990 », *Actes de la recherche en sciences sociales* 246-247 : 66-93 ([en ligne](#)).
- Botrel Charlotte, 2017. *Internationaliser sa production. Cessions de droits & coéditions*, Paris : Éditions du Cercle de la librairie.
- Bugarski Ranko, 2009. *Nova lica jezika* [Le nouveau visage de la langue], Beograd : Biblioteka XX vek.
- Heilbron Johan, 2009. « Le système mondial des traductions », in Sapiro Gisèle (éd.), *Les contradictions de la globalisation éditoriale*, Paris : Nouveau monde, 253-274.
- Hocenski Ines, 2023. « Poslovanje nakladnika u kriznim razdobljima : hrvatsko nakladništvo od 1990. do 2020 » [L'activité d'édition dans des périodes de crises : l'édition croate de 1990 à 2020], Thèse de doctorat (dir. Zoran Velagić). Zadar : Sveučilište u Zadru.
- Injac Vesna, 2010. « La 'Bibliographie de la Serbie' (Bibliografija Srbija) » – ([édition gratuite en ligne](#)), *Congrès de l'IFLA* (Göteborg : 10-15 août 2010).
- Injac-Malbaša Vesna, 2016. *E-Biblioteka* [La bibliothèque numérique], Beograd : Clio.
- Kordić Snježana, 2010. *Jezik i nacionalizam* [Langue et nationalisme], Zagreb : Durieux.
- Kovač Miha, 2009. *Od katedrale do palačinke. Tisk, branje in znanje v digitalni družbi* [De la « cathédrale à la crêpe ». Imprimerie, lecture et savoir dans la société numérique], Ljubljana : Študentska založba.
- Krajnc Vobovnik Andreja, 2023. “Normativni podaci u COBISS sistemu i zašto će biti sve važniji/Authority data in the COBISS system and why is its importance increasing”, *Bosniaca* 28 : 25-37.

- Lešaja Ante, 2012. *Knjigocid : uništavanje knjiga u Hrvatskoj 1990-ih* [Livreocide : la destruction des livres en Croatie dans les années 1990]. Zagreb : Profil.
- Madelain Anne, 2023. « Contourner les frontières nationales ? Trois exemples de circulation post-yougoslave du livre », *Balkanologie* 18 (1) : 1-22 ([en ligne](#)).
- Matijević Tijana, 2021. *From post-Yugoslavia to the female continent: A feminist reading of post-Yugoslav literature* (Doctoral thesis), Bielefeld: Transcript Verlag.
- Nemanjić Miloš, Janićević Jovan, 1982. *Knjiga i čitanje u Jugoslaviji* [Le livre et la lecture en Yougoslavie], Beograd/Paris : Institut de recherche sur le développement culturel/UNESCO.
- Osipov Vladimir, Thomas Paul-Louis, 2012. *Grammaire du BCMS*, Paris : Institut des études slaves.
- Rizvanović Nenad, 2020. *Stvaranje čitatelja. Beletristički nakladnički nizovi u Hrvatskoj (1968-1991)* [La formation du lecteur. Réseaux éditoriaux littéraires en Croatie (1968-1991)], Zagreb/Sarajevo : Ljevak-Synopsis.
- Sapiro Gisèle (éd.), 2009. *Les contradictions de la globalisation éditoriale*, Paris : Nouveau monde.
- Skibinska Elzbieta, 2009. « La place des traductions sur le marché éditorial polonais », in Sapiro Gisèle (éd.), *Les contradictions de la globalisation éditoriale*, Paris : Nouveau monde, 335-368.
- Stojanović Dubravka (ed.), 2021. *Pola veka Biblioteka XX veka* [Le demi-siècle de la Bibliothèque du XX^e siècle], Beograd : Biblioteka XX vek.
- Stojanović Dubravka, 2011. *Noga u vratima. Prilozi za političku biografiju Biblioteke XX vek* [Un pied dans la porte. Contribution à une biographie politique de la Bibliothèque du XX^e siècle], Beograd : Biblioteka XX vek.
- Thomas Paul-Louis, 1999. « Frontières linguistiques, frontières politiques », *Histoire, Épistémologie, Langage* 21(1) : 63-82 ([en ligne](#)).
- Tomašević Nives, Kovač Miha, 2009. *Knjiga, tranzicija, iluzija* [Le livre, la transition, l'illusion], Zagreb : Ljevak.
- Tumbas Jasmina, 2022. “I am Jugoslovenska!” Feminist performance politics during and after Yugoslav socialism, Manchester: Manchester University Press.
- Velagić Zoran, 2014. *Uvod u nakladništvo* [Introduction à l'édition], Osijek : Filozofski fakultet Sveučilišta Josipa Jurja Strossmayera u Osijeku.

Open Access Publications - Bibliothèque de l'Université de Genève
Creative Commons Licence 4.0

